



CHAPITRE 139

LOI CONCERNANT LES ABUS PRÉJUDICIALES À L'AGRICULTURE

Titre
abrégé.

1. La présente loi peut être citée sous le titre de *Loi des abus préjudiciables à l'agriculture*. S. R. 1925, c. 264, a. 1.

SECTION I

DISPOSITION DÉCLARATOIRE

Conseils
municipaux.

2. La présente loi n'affecte en rien les pouvoirs et les devoirs des conseils municipaux, locaux, ou de comté, sauf lorsqu'une disposition de cette loi le déclare expressément. S. R. 1925, c. 264, a. 2.

SECTION II

DE LA VIOLATION DE PROPRIÉTÉS ET DES DOMMAGES QUI Y SONT CAUSÉS

Violation
de pro-
priété.

3. 1. Excepté dans l'exercice de quelque devoir imposé par la loi, personne ne doit entrer ni passer sur les terrains et sur les grèves ou battures appartenant à quelque personne, corps ou corporation, sans la permission du propriétaire ou de son représentant, sous peine d'une amende de pas moins d'un ni de plus de six dollars.

Amende.

Cours
d'eau.

2. Il est néanmoins permis de faire usage des rivières ou cours d'eau, lacs, étangs ou ruisseaux dans lesquels une ou plusieurs personnes sont intéressées ou obligées, ainsi que de leurs rives, pour le transport de toute espèce de bois, pour la conduite des bateaux, bacs et canots; à la charge cependant de réparer aussitôt les dommages résultant de l'exercice de ce droit, ainsi que les clôtures, égouts ou fossés qui ont été endommagés.

CHAPTER 139

AN ACT RESPECTING CERTAIN ABUSES INJURIOUS TO AGRICULTURE

1. This act may be cited as the *Agri-cultural Abuses Act*. R. S. 1925, c. 264, title. s. 1.

DIVISION I

DECLARATORY

2. This act shall not in any manner affect the powers and duties of municipal councils, whether local or county, except insofar as expressly enacted by one of the provisions thereof. R. S. 1925, c. 264, s. 2.

DIVISION II

TRESPASS ON THE PROPERTY OF OTHERS AND DAMAGE CAUSED THERETO

3. 1. Except in the discharge of any duty imposed by law, no person shall enter upon or pass over the land or beach land belonging to any person or corporation, without permission of the owner or his representative, under penalty of a fine of not less than one nor more than six dollars.

2. It shall be lawful, nevertheless, to make use of any river or water-course, lake, pond or stream, in which or to the maintenance of which one or more persons are interested or bound, and the banks thereof, for the conveyance of all kinds of lumber, and for the passage of all boats, ferries and canoes, subject to the charge of repairing, as soon as possible, all damages resulting from the exercise of such right, and all fences, drains or ditches damaged.

Arresta-
tion.

3. Le propriétaire, ou son représentant, ou son serviteur, peut arrêter, sans mandat, toute personne sur le fait de contravention au présent article, et l'amener ou la faire amener immédiatement devant un juge de paix. S. R. 1925, c. 264, a. 3.

3. The owner, or his representative or servant, may arrest without warrant any person in the act of contravening this section, and bring him or cause him to be brought forthwith before a justice of the peace. R. S. 1925, c. 264, s. 3.

Dom-
mages à la
propriété.

4. 1. Toute personne qui, sur un terrain ou sur une grève ou batture appartenant à quelque personne, corps ou corporation, laisse une barrière ouverte, abat, coupe, brise, enlève ou endommage une clôture; coupe ou détruit quelque haie; coupe, écrase, abat, enlève ou endommage un arbre, un arbrisseau ou une plante; enlève une embarcation, un bac ou un bateau des bords d'une rivière ou autre lieu, y brûle ou enlève du bois, pendant le jour, encourt une amende de pas moins d'un ni de plus de six dollars; si la même faute est commise pendant la nuit, l'amende est double, et dans l'un et l'autre cas la personne qui la commet peut aussi être condamnée aux dommages.

4. 1. Whosoever, during the day, upon the land or beach belonging to any other person or corporation, leaves any gate open, takes down, cuts, breaks, removes or damages any fence, cuts or destroys any hedge, cuts, shatters, breaks down, removes or damages any tree, shrub, or plant, removes any canoe, craft, ferry or boat from the bank of any river or other place, or burns or removes from such property any wood, shall incur a penalty of not less than one nor more than six dollars; and, if such offence be committed during the night, the penalty shall be doubled; and, in either case, the offender may be also condemned to pay damages.

Enlève-
ment de
clôtures.

2. Toute personne qui abat ou enlève partie d'une clôture ou qui est trouvée sur une terre, une grève ou une batture, sur un grand chemin ou une route, ayant en sa possession partie des matériaux d'une clôture, peut être arrêtée sans mandat, soit par le propriétaire ou quelqu'un de ses employés, ou par toute personne qui a connaissance de l'infraction, et être traduite devant un juge de paix, lequel peut l'emprisonner, jusqu'à plus ample examen, pendant un temps n'excédant pas vingt-quatre heures, ou l'admettre à caution si elle en peut fournir à sa satisfaction.

2. Any person who has pulled down or removed any part of a fence, or who is found upon any land, beach land, shoal, highway or road having in his possession any part of the materials of any fence, may be arrested without warrant, either by the owner or one of his servants, or by any person cognizant of the offence, and brought before any justice of the peace, who may imprison him, with a view to further examination, for any term of not more than twenty four hours, or admit him to bail if he can furnish it to his satisfaction.

Arrange-
ment.

3. La personne ainsi arrêtée peut, cependant, prendre arrangement avec le propriétaire ou le plaignant, et être déchargée après que tous les frais, dommages et amendes encourus jusqu'alors ont été payés. S. R. 1925, c. 264, a. 4.

3. The person so arrested may, however, arrange with the owner or complainant, and may be discharged upon payment of all costs, damages and penalties theretofore incurred. R. S. 1925, c. 264, s. 4.

Possession
illégitime
de bois.

5. 1. Toute personne trouvée soit dans une forêt réservée principalement pour le bois de chauffage, ou pour y faire du sucre, ou pour d'autres fins, ou sur un chemin dans le voisinage de telle forêt, ayant en sa possession quelque arbre ou partie d'arbre, qui, sur interrogatoire par la personne qui a droit de propriété dans cette forêt ou dans une de ses parties, qu'elle soit divisée ou non, ou qui a le droit d'y cou-

5. 1. Any person found, either in a forest reserved chiefly for fire-wood or for the making of sugar or for other purposes, or on any road in its vicinity, and having in his possession any tree or part of a tree, who, on being thereunto required by any person having a right of ownership or the right to cut wood in any such forest or in any part thereof, whether divided or undivided, or by any one acting on behalf

per du bois, ou par quelqu'un agissant au nom de cette personne, ou par le garde de la forêt ou d'une de ses parties, refuse de rendre compte d'une manière satisfaisante du fait qu'elle est devenue en possession de cet arbre ou partie d'arbre, peut être amenée par la personne qui l'a interrogée, devant tout juge de paix; et si cette personne ne justifie pas devant lui de la légalité de sa possession de cet arbre ou partie d'arbre, elle encourt et paye, sur conviction devant ce juge de paix, en sus de la valeur de tel arbre ou partie d'arbre ainsi trouvé, une somme n'excédant pas huit dollars.

Peine.

Cette amende forme partie du fonds consolidé du revenu.

Applica-
tion.

2. Les dispositions des articles 25, 26 et 27 ne s'appliquent pas aux plaintes, poursuites et amendes mentionnées dans le présent article. S. R. 1925, c. 264, a. 5; 23 Geo. V, c. 68, aa. 1-3; O.C. No 2303, du 6 septembre 1941.

of such person, or by any keeper of such forest or of any part thereof, refuses to satisfactorily explain how he became possessed of any such tree or part of a tree, may be brought, by the party interrogating him, before any justice of the peace; and if such person do not satisfy the justice that he came lawfully by the said tree or part of a tree, he shall, on conviction by such justice, forfeit and pay, over and above the value of such tree or part of a tree so found, any sum of not more than eight dollars.

Penalty.

Such fine shall form part of the consolidated revenue fund.

2. The provisions of sections 25, 26 and 27 shall not apply to complaints, suits and penalties under this section. R. S. 1925, c. 264, s. 5; 23 Geo. V, c. 68, ss. 1-3; O.C. No. 2303, of September 6th, 1941.

Applica-
tion.

SECTION III

DES NUISANCES SUR LE TERRAIN D'AUTRUI

Halage
de bois.

6. 1. Si du bois de construction, ou autre bois de quelque espèce que ce soit, est transporté, d'une manière ou d'une autre, sur le terrain ou sur les grèves voisines des lacs ou des rivières flottables et navigables, et y reste jusqu'au premier jour de juin, le possesseur ou l'occupant de ce terrain ou de ces grèves peut alors le faire haler et le faire mettre en lieu de sûreté.

Avis.

2. Ce possesseur ou occupant doit alors donner avis public, conformément au Code municipal, que ce bois (désignant l'espèce de bois et les marques qu'il porte), a été trouvé sur son terrain ou sa grève, qu'il est en tel endroit, et que si les dépenses faites pour la publication de l'avis et pour le haler jusqu'à cet endroit, ainsi que les dommages, s'il y en a, ne sont pas payés avant tel jour et avant la vente, ce bois sera vendu publiquement, par l'inspecteur de voirie ou l'inspecteur agraire, au plus haut enchérisseur.

Vente.

Produit.

3. Le produit de la vente sert à payer les dépenses et dommages qu'a occasionnés ce bois, et, s'il y a du surplus, il est remis au secrétaire-trésorier de la municipalité où le bois a été trouvé, et s'il

DIVISION III

OBSTRUCTIONS UPON LANDS

6. 1. If timber or wood of any kind be carried in any manner whatever upon the beach of any lake or floatable or navigable stream, or upon the land adjoining, and remain there until the 1st of June, the owner or occupant of such land or beach may then cause such timber to be hauled up and deposited in a place of safety.

Hauling
timber.

2. Such owner or occupant shall then give public notice, in accordance with the provisions of the Municipal Code, that such timber (describing the same and any marks thereon) has been found upon his land or beach, that it is in such a place, and that if the expenses incurred for the publication of the notice and in hauling the timber to such place, and the damages, if any, are not paid before such a day and before the sale, such timber will be publicly sold by the road or rural inspector to the highest bidder.

Notice.

3. The proceeds of the sale shall be applied to the payment of all expenses and damages occasioned by such timber, and if there be any surplus, it shall be handed over to the secretary-treasurer of

Proceeds.

n'existe pas de semblable municipalité, au secrétaire-trésorier de la municipalité de comté, et il forme partie des fonds de cette municipalité, si dans le courant d'une année du jour de la vente le surplus provenant de cette vente n'est pas réclamé par le propriétaire du bois ou par son représentant. S. R. 1925, c. 264, a. 6.

the municipality in which the timber was found, and, if there be no such municipality, then to the secretary-treasurer of the county municipality, to form part of its funds, if, within one year from the sale of such timber, the surplus arising from such be not claimed by the owner of the timber or his representative. R. S. 1925, c. 264, s. 6.

SECTION IV

DES MAUVAISES HERBES

Règle-
ments.

7. 1. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, sur la recommandation du ministre de l'agriculture, faire de temps à autre, des règlements:

a) Pour désigner quelles plantes sont considérées comme mauvaises herbes;

b) Pour nommer un inspecteur général et les autres officiers nécessaires à la mise à exécution de la présente section et pourvoir à leur rémunération;

c) Pour toutes autres fins se rapportant à cette mise à exécution.

Ces règlements entrent en vigueur à compter de leur publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Destruc-
tion des
mauvaises
herbes.

2. À compter de la date de la publication des règlements ci-dessus mentionnés, tout propriétaire, occupant ou exploitant d'une terre, d'un terrain ou d'un lot cultivé ou non, que ce propriétaire, occupant ou exploitant, y réside ou non, doit détruire les mauvaises herbes considérées comme telles par l'arrêté du lieutenant-gouverneur en conseil, avant la maturité de leurs graines.

Inspec-
teurs.

3. Toute corporation municipale peut, et, sur demande écrite de vingt-cinq contribuables cultivateurs, doit nommer avant le premier mai de chaque année, un ou plusieurs inspecteurs chargés de l'application de la présente section dans les limites de la municipalité.

Avis.

4. Si le propriétaire, l'occupant, l'exploitant, résidant ou non résidant comme susdit, néglige ou refuse de se conformer aux prescriptions de la présente section, il est du devoir de l'inspecteur de l'avertir par avis spécial écrit d'avoir à s'y conformer dans les huit jours de l'avis.

Destruc-
tion par
l'inspec-
teur.

Si, à l'expiration du délai, la personne ainsi avisée ne s'est pas conformée aux exigences de la présente section, l'inspec-

DIVISION IV

NOXIOUS WEEDS

7. 1. The Lieutenant-Governor in Council, on the recommendation of the Minister of Agriculture, may, from time to time, make regulations:

Regula-
tions.

a. To declare what plants shall be considered as noxious weeds;

b. To appoint an inspector-general and the other officers necessary for the carrying out of this division and to provide for their remuneration;

c. For any other purpose connected with the carrying out of this division.

Such regulations shall come into force from the date of their publication in the *Quebec Official Gazette*.

2. From the date of the publication of the above-mentioned regulations, every owner, occupant or person operating any land, ground or lot whether cultivated or not, and whether such owner, occupant or person operating same reside thereon or not, shall destroy the noxious weeds considered as such by the Order of the Lieutenant-Governor in Council, before the seed ripens.

Destroy-
ing
noxious
weeds.

3. Every municipal corporation may, and, upon the demand in writing of twenty-five rate-payers who are farmers, shall appoint, before the first of May in each year, one or more inspectors charged with the enforcement of this division within the limits of the municipality.

Inspec-
tors.

4. If the owner, occupant or person operating, whether resident or not, as aforesaid, neglects or refuses to comply with the provisions of this division, it shall be the duty of the inspector to give him special notice in writing to comply therewith within eight days thereafter.

Notice.

If, at the expiration of the delay, the person so notified has not complied with the requirements of this division, the

Destruc-
tion by
inspector.

teur a le droit de détruire lui-même ou de faire détruire par une autre personne lesdites mauvaises herbes aux dépens de cette personne, recouvrables par la corporation municipale, de la même manière que les taxes municipales ordinaires. S. R. 1925, c. 264, a. 7; 18 Geo. V, c. 78, a. 1.

inspector shall himself have the right to destroy the said noxious weeds or cause them to be destroyed by another, at the expense of such person, recoverable by the municipal corporation in the same manner as ordinary municipal taxes. R. S. 1925, c. 264, s. 7; 18 Geo. V, c. 78, s. 1.

Contenu
de l'avis.

8. L'avis ci-dessus mentionné doit énoncer d'une manière intelligible l'objet proposé et porter la date à laquelle il est émis, avec mention de la qualité officielle du signataire. Cette mention fait preuve de cette qualité sans qu'il soit nécessaire de la prouver. S. R. 1925, c. 264, a. 8; 18 Geo. V, c. 78, a. 2.

8. The above-mentioned notice shall clearly set forth the purport thereof and bear the date of its issue, and mention the official capacity of the signer. Such mention shall be proof of the said capacity without its being necessary to prove same. R. S. 1925, c. 264, s. 8; 18 Geo. V, c. 78, s. 2.

Contents
of notice.

SECTION V

DES CHIENS

Obligations des propriétaires de chiens

Déclaration.

9. Sauf dans les territoires non organisés, le propriétaire, possesseur ou gardien d'un chien, doit, dans les huit jours de l'acquisition, le déclarer au secrétaire-trésorier ou trésorier de la municipalité.

9. Except in territories not organized, the owner, possessor or custodian of a dog shall, within eight days after its acquisition, furnish a declaration thereof to the secretary-treasurer or treasurer of the municipality.

Declaration.

Contenu.

La déclaration doit énoncer les nom, prénom, occupation et domicile du détenteur et toutes les indications requises pour établir l'identité de chaque chien, de même que tous autres renseignements exigés par les règlements municipaux. S. R. 1925, c. 264, a. 8a; 5 Geo. VI, c. 62, a. 1.

The declaration shall set forth the surname, Christian names, occupation and domicile of the keeper and all particulars necessary to establish the identity of each dog, as well as any other information required by the municipal by-laws. R. S. 1925, c. 264, s. 8a; 5 Geo. VI, c. 62, s. 1.

Contents.

Permis.

10. Il est interdit au propriétaire, possesseur ou gardien d'un chien de le laisser errer dans le territoire d'une municipalité sans un permis de cette dernière sous forme d'un jeton spécial d'identité attaché à ce chien. Ce permis ne doit être accordé par aucune municipalité pour un chien vicieux ou dangereux, pouvant étrangler les animaux de ferme. S. R. 1925, c. 264, a. 8b; 5 Geo. VI, c. 62, a. 1.

10. The owner, the possessor or the custodian of a dog is forbidden to let it wander in the territory of any municipality without a license from the latter in the form of a special identity tag attached to such dog. Such license shall not be granted by any municipality for a vicious or dangerous dog which might strangle farm animals. R. S. 1925, c. 264, s. 8b; 5 Geo. VI, c. 62, s. 1.

License.

Territoire
non or-
ganisé.

11. Il est interdit au propriétaire, possesseur ou gardien d'un chien de le laisser errer dans un territoire non organisé, entre le premier mai et le quinze décembre. S. R. 1925, c. 264, a. 8c; 5 Geo. VI, c. 62, a. 1.

11. Every owner, possessor or custodian of a dog is forbidden to allow it to wander in territory which is not organized, between the first of May and the fifteenth of December. R. S. 1925, c. 264, s. 8c; 5 Geo. VI, c. 62, s. 1.

Unor-
ganized
territory.

Chien
abattu.

12. Toute personne peut abattre un chien trouvé errant en contravention à l'article précédent. S. R. 1925, c. 264, a. 8d; 5 Geo. VI, c. 62, a. 1.

12. Any person may destroy a dog found wandering in violation of the provisions of the previous section. R. S. 1925, c. 264, s. 8d; 5 Geo. VI, c. 62, s. 1. Destruction of dog.

Devoirs des municipalités

Prévention des
dommages.

13. Toute corporation municipale doit, par une réglementation et une surveillance convenables, prévenir les dommages que les chiens errants peuvent causer. S. R. 1925, c. 264, a. 8e; 5 Geo. VI, c. 62, a. 1.

13. Every municipal corporation shall by suitable regulations and supervision, prevent the damages which stray dogs may cause. R. S. 1925, c. 264, s. 8e; 5 Geo. VI, c. 62, s. 1. Preventing damages.

Observance de
la loi.

14. Toute corporation municipale est spécialement tenue de surveiller l'observance de la présente section; ses officiers et employés doivent rechercher et poursuivre toute infraction et enfermer ou abattre tout chien errant contrairement aux dispositions ci-dessus ou aux règlements municipaux. S. R. 1925, c. 264, a. 8f; 5 Geo. VI, c. 62, a. 1.

14. Every municipal corporation is specially obliged to see that the provisions of this division are observed; its officers and employees shall seek out and prosecute any violation and shall lock up or destroy any dog wandering contrary to the above provisions or to the municipal by-laws. R. S. 1925, c. 264, s. 8f; 5 Geo. VI, c. 62, s. 1. Enforcing law.

Responsabilité des municipalités

Dommages.

15. Toute corporation municipale est responsable des dommages causés par les chiens aux moutons ou autres animaux de ferme dans son territoire.

15. Every municipal corporation shall, be responsible for the damages caused by dogs to sheep or other farm animals within its territory. Damages.

Indemnité.

L'indemnité est restreinte aux trois quarts des dommages causés, à moins qu'ils ne soient imputables à la négligence de la corporation.

The indemnity shall be limited to three-fourths of the damages caused, unless they be imputable to the negligence of the corporation. Indemnity.

Exception.

Aucune indemnité n'est due pour les dommages subis par des animaux errant sur la voie publique ou causés par un chien qui appartient au propriétaire ou gardien des animaux blessés ou que ce dernier laisse circuler sur sa ferme. S. R. 1925, c. 264, a. 8g; 5 Geo. VI, c. 62, a. 1.

No indemnity shall be due for damages suffered by animals wandering on the public road or caused by a dog belonging to the owner or custodian of the injured animals or which he allows to roam over his farm. R. S. 1925, c. 264, s. 8g; 5 Geo. VI, c. 62, s. 1. Exception.

Avis de
réclamation.

16. Avis écrit de toute réclamation en vertu de l'article précédent doit être donné au secrétaire-trésorier ou greffier de la municipalité dans les six jours. Le défaut d'avis ne prive pas le réclamant de son recours s'il prouve qu'il a été empêché de le donner par des raisons suffisantes. S. R. 1925, c. 264, 8h; 5 Geo. VI, c. 62, a. 1.

16. A written notice of every claim under the preceding section shall be given to the secretary-treasurer or clerk of the municipality within six days. Failure to give such notice shall not deprive the claimant of his recourse if he proves that he has been prevented, for sufficient reason, from giving it. R. S. 1925, c. 264, s. 8h; 5 Geo. VI, c. 62, s. 1. Notice of claim.

Estimateurs.

17. Les dommages sont évalués sans retard par un ou plusieurs estimateurs nommés par la corporation municipale. Ces estimateurs doivent déposer leur rap-

17. The damages shall be valued without delay by one or more appraisers appointed by the municipal corporation. Such appraisers shall deposit their report Appraisers.

- port au bureau de la corporation et cette dernière doit en transmettre sans délai une copie au réclamant. Celui-ci peut, dans les huit jours de la notification de ce dépôt, porter objection à la décision rendue au moyen d'une requête déposée au bureau de la corporation et accompagnée d'un cautionnement de dix dollars. Il lui est donné récépissé de ce cautionnement.
- Objection.** In the office of the corporation and the corporation shall transmit without delay a copy thereof to the claimant. The latter may, within eight days of the notification of such deposit, file an objection to the decision which has been rendered, by means of a petition deposited in the office of the corporation and accompanied by security in the sum of ten dollars. A receipt shall be given to him for such security.
- Arbitrage.** La requête est soumise à trois arbitres, dont l'un est désigné par la corporation municipale, un autre par le réclamant et le troisième par les deux premiers ou, s'ils ne s'entendent pas, par un magistrat de district, à la demande de l'un des intéressés. Les arbitres se prononcent à la majorité des voix, au moyen d'un certificat déposé au bureau de la corporation.
- Arbitration.** The petition shall be submitted to three arbitrators, one of whom shall be appointed by the municipal corporation, another by the claimant and the third by the two first named or, if they should not agree, by a district magistrate at the request of one of the interested parties. The arbitrators shall render their decision by a majority vote by means of a certificate deposited in the office of the corporation.
- Pas d'appel.** Cette décision est finale, et sans appel.
- No appeal.** Such decision shall be final and without appeal.
- Frais.** Les frais d'arbitrage sont payés par la corporation, mais le cautionnement de dix dollars susmentionné est confisqué au profit de la corporation dans le cas où l'évaluation des dommages faite par les arbitres ne dépasse pas celle des estimateurs de plus de dix pour cent. S. R. 1925, c. 264, a. 8i; 5 Geo. VI, c. 62, a. 1.
- Costs.** The costs of arbitration shall be paid by the corporation, but the security of ten dollars above-mentioned shall be confiscated for the benefit of the corporation in the case where the valuation of the damages made by the arbitrators does not exceed that of the appraisers by more than ten per cent. R. S. 1925, c. 264, s. 8i; 5 Geo. VI, c. 62, s. 1.
- Pour-suite.** 18. Si une corporation municipale ne nomme pas d'estimateurs, si ces derniers ne produisent pas de rapport dans le mois qui suit la réception de l'avis, si la corporation municipale ne désigne pas d'arbitre ou si les arbitres nommés ne rendent pas leur décision dans le même délai, le réclamant peut, dans les trois mois, prendre action devant un tribunal civil compétent. S. R. 1925, c. 264, a. 8j; 5 Geo. VI, c. 62, a. 1.
- Suit.** 18. If a municipal corporation does not appoint appraisers, if the latter make no report within the month following the receipt of the notice, if the municipal corporation does not name an arbitrator or if the arbitrators appointed do not give their decision within the same delay, the claimant may, within three months, enter suit before a civil court of competent jurisdiction. R. S. 1925, c. 264, s. 8j; 5 Geo. VI, c. 62, s. 1.
- Recours de la corporation.** 19. La corporation responsable a recours, en remboursement des indemnités et des frais d'expertise et d'arbitrage qu'elle a été appelée à payer en vertu de la présente loi, à la suite des dommages causés par un chien, contre toute personne civilement responsable de ces dommages.
- Recourse of corporation.** 19. The corporation responsible shall have a recourse for the reimbursement of the indemnities and valuation and arbitration costs which it has been called upon to pay pursuant to this act, as the result of damages caused by a dog, against any person civilly responsible for such damages.
- Idem.** Dans le cas de dommages causés par un chien gardé en dehors de la municipa-
- Idem.** Where damages are caused by a dog kept out of the municipality, the same

peut être exercé contre la corporation locale dans le territoire duquel le chien est gardé, sauf à cette corporation le droit d'exercer le recours précité, *ibid.* S. R. 1295, c. 264, a. 8*k*; 5 Geo. VI, c. 62, a. 1.

recourse may be had against the local corporation in whose territory such dog is kept, saving the latter's right to exercise the recourse hereinabove provided for. R. S. 1925, c. 264, s. 8*k*; 5 Geo. VI, c. 62, s. 1.

Taxe. **20.** Toute corporation municipale doit, pour faire face au paiement des indemnités et aux autres dépenses prévues par la présente section, constituer un fonds spécial au moyen d'une taxe annuelle imposée sur chaque chien gardé dans les limites de la municipalité, et de l'honoraire qu'elle peut fixer pour émettre le permis prévu à l'article 10. Les amendes, cautionnements et autres sommes perçues en vertu de la présente section, sont également versées à ce fonds.

Surplus. Après l'expiration de chaque année financière, le conseil peut, par résolution, transporter au fonds général le surplus qui peut rester au fonds spécial après avoir fait provision pour toute réclamation ou dépense non réglée.

Déficit. Si le fonds est insuffisant, la corporation doit parfaire à même ses fonds généraux et imposer, pour rembourser les sommes ainsi prélevées des fonds généraux, une taxe spéciale suffisante sur les chiens gardés dans la municipalité.

Catégories de chiens. Pour l'imposition de tels taxes ou permis, la corporation municipale peut distinguer diverses catégories de chiens et imposer des taxes et permis différents pour chaque catégorie à raison de la race, de la taille, de l'âge, du sexe ou de la valeur du chien. S. R. 1925, c. 264, a. 8*l*; 5 Geo. VI, c. 62, a. 1.

20. Every municipal corporation, in order to meet the payment of the indemnities and other expenses contemplated by this division, shall establish a special fund by means of an annual tax imposed upon each dog kept within the limits of the municipality, and of the fee it may fix for issuing the license provided for in section 10. The fines, deposits and other sums collected pursuant to this division shall also form part of this fund.

At the expiration of each financial year, the council may, by resolution, transfer to the general fund the surplus remaining in the special fund after having provided for any unsettled claims or expenses.

If the fund be insufficient, the corporation shall make up the deficiency from its general funds and impose a special tax upon the dogs kept within the municipality sufficient to reimburse the sums so taken from the general funds.

For the imposition of such taxes or licenses, the municipal corporation may distinguish different categories of dogs, and impose different taxes and licenses for each category according to the breed, size, age, sex or value of the dog. R. S. 1925, c. 264, s. 8*l*; 5 Geo. VI, c. 62, s. 1.

Des contraventions

Amende. **21.** Toute infraction aux dispositions de la présente section rend le délinquant passible, sur poursuite sommaire, d'une amende de cinq à vingt-cinq dollars et des frais. S. R. 1925, c. 264, a. 8*m*; 5 Geo. VI, c. 62, a. 1.

Infringements

21. Every violation of the provisions of this division shall render the offender liable, upon summary proceeding, to a fine of from five to twenty-five dollars and costs. R. S. 1925, c. 264, s. 8*m*; 5 Geo. VI, c. 62, s. 1.

SECTION VI

DES CHIENS VICIEUX

Plainte. **22.** 1. Un juge de paix, sur plainte à lui faite qu'un chien est vicieux ou supposé attaqué d'hydrophobie, qu'il a l'ha-

DIVISION VI

VICIOUS DOGS

22. 1. Any justice of the peace, upon a complaint made to him that a dog is vicious or supposed to be attacked by

- bitude de courir sur les individus, ou sur les animaux, soit libres, soit attelés, hors de la propriété de son maître, peut, après avoir entendu les parties d'une manière sommaire, s'il est convaincu que la plainte est fondée, condamner avec dépens le propriétaire ou le possesseur de ce chien à le faire enfermer pendant quarante jours, ou ordonner que ce chien soit tué.
- Décision.
- Amende. 2. Si le propriétaire ou possesseur de ce chien le laisse libre, ou ne le tue pas, en contravention avec l'ordre du juge, il encourt une amende qui ne doit pas être plus d'un dollar par jour.
- Chien abattu. 3. S'il est prouvé que ce chien a mordu quelque individu hors de la propriété de son maître, et qu'il est méchant, le juge de paix doit condamner le propriétaire ou le possesseur à le tuer.
- Moutons étranglés. 4. Il est néanmoins permis de tuer un chien quand il n'est pas sur le terrain de son maître, si ce chien poursuit ou est réputé poursuivre et étrangler les moutons; ou de porter plainte devant un juge de paix, qui doit condamner le propriétaire à tuer ce chien et à payer les frais, sur le témoignage d'une personne digne de foi, sans préjudice du droit de réclamer les dommages causés par la perte des moutons. S. R. 1925, c. 264, a. 9.
- hydrophobia, or is in the habit of attacking persons, or animals at large or without the limits of its master's property, may, after hearing the parties in a summary manner, and, if convinced that the complaint is well founded, condemn the owner or person keeping such dog to cause it be confined for forty days, or may order such dog to be killed, with costs against such owner or person.
- Penalty. 2. If the owner or person keeping such dog permit it to go at large, or fail to kill it in contravention of the order of the justice, he shall be liable to a penalty of not more than one dollar per day.
- Killing dog. 3. If it be proved that the dog has bitten any person outside the limits of his master's property, and that the dog is vicious, the justice of the peace shall condemn the owner or person keeping it to kill it.
- Dog killing sheep. 4. It shall nevertheless be lawful to kill any dog which, without the limits of his master's property, pursues or is known to pursue and strangle sheep, or to make a complaint to a justice of the peace, who shall condemn the owner to kill such dog and to pay the costs, upon the testimony of one credible person, without prejudice to any claim for damages caused by the loss of the sheep. R. S. 1925, c. 264, s. 9.

SECTION VII

DES ANIMAUX ATTEINTS DE MALADIES CONTAGIEUSES

Avis aux possesseurs. 23. Toute personne peut requérir, par avis spécial, tout propriétaire ou possesseur de moutons, ou autres animaux domestiques, atteints ou affectés de la gale ou d'une autre maladie contagieuse, d'enfermer et d'isoler ces moutons ou autres animaux.

Forme. L'avis peut être signifié verbalement par le plaignant à ce propriétaire ou possesseur, en parlant à une personne raisonnable de la maison bâtie sur la terre où ces animaux se trouvent, ou au domicile de la personne qui les a pris en pacage en parlant à elle-même ou à une personne raisonnable de sa famille. S. R. 1925, c. 264, a. 10.

Refus d'enfermer.

24. Dans le cas de refus ou de négligence, un juge de paix peut, après l'avis

DIVISION VII

ANIMALS AFFECTED BY CONTAGIOUS DISEASES

23. Any person may, by special notice, call upon the owner of or the person keeping any sheep or other domestic animals, attacked or affected with scab or other contagious disease, to isolate and keep apart such sheep or other animals.

Form. Such notice may be given verbally to such owner or person by the complainant, by speaking to any reasonable person in any house built upon the land on which such animals are, or at the domicile of the person who has received such animals to pasture, by speaking to him personally, or to any reasonable member of his family. R. S. 1925, c. 264, s. 10.

24. In case of refusal or neglect, a justice of the peace may, after notice given to isolate.

Amende. donné, condamner le délinquant sur plainte appuyée du serment d'un témoin digne de foi autre que le plaignant, ou sur la confession de la partie poursuivie, à une amende de cinquante centins pour chaque jour de refus ou de négligence d'enfermer et d'isoler tout animal atteint ou affecté de la gale ou d'une autre maladie contagieuse, en sus des frais et des dépens encourus pour obtenir tel jugement; ce jugement est rendu d'une manière sommaire. S. R. 1925, c. 264, a. 11.

en, condemn the offender, on complaint verified by the oath of one credible witness other than the complainant, or on the confession of the party prosecuted, to a fine of fifty cents for each day he shall so refuse or neglect to isolate or keep apart any such animal so affected with scab or other contagious disease, in addition to the costs of obtaining such judgment; and every such judgment shall be rendered in a summary manner. R. S. 1925, c. 264, s. 11.

SECTION VIII

DES POURSUITES ET DES PÉNALITÉS

Juridiction. **25.** Les poursuites et procédures adoptées en vertu de la présente loi, s'il n'y est pas pourvu autrement, le sont soit devant la Cour de circuit de l'endroit, soit devant la Cour de magistrat de l'endroit, soit devant un ou plusieurs juges de paix résidant dans le comté où l'infraction a été commise.

Prescription. Les poursuites pour amendes ou dommages doivent être commencées dans les trois mois qui suivent l'infraction qui y a donné lieu. S. R. 1925, c. 264, a. 12.

Amendes. **26.** Toute amende pour contravention aux dispositions de la présente loi dont le montant n'est pas fixé par cette loi, est de pas moins d'un ni de plus de huit dollars, et est poursuivie, recouvrée et payable de la même manière que celles expressément fixées.

Emprisonnement. Toute personne condamnée à payer une amende ou des dommages et des frais, suivant le cas, et qui ne les paye pas sous quinze jours après jugement, peut être punie par un emprisonnement de pas plus de trente jours, si elle n'a pas de biens, de meubles ou d'effets, et que ce fait soit constaté à la satisfaction d'un juge de paix par le rapport de la personne chargée du mandat ou de l'ordre de saisie-exécution. S. R. 1925, c. 264, a. 13.

Poursuite. **27.** 1. Les amendes et dommages imposés par la présente loi, sont poursuivis et recouverts sommairement par une même action contre la même personne, s'il n'y est pas pourvu autrement, sur le serment d'un témoin digne de foi autre que le dé-

DIVISION VIII

SUITS AND PENALTIES

25. Actions and proceedings taken in virtue of this act, if not otherwise provided, shall be brought or taken either before the Circuit Court of the place or before the Magistrates' Court of the place, or before one or more justices of the peace residing in the county in which the offence has been committed.

All suits for penalties or damages must be commenced within three months after the commission of the offence on which they are founded. R. S. 1925, c. 264, s. 12.

26. Any penalty for an offence against this act, the amount of which is not therein fixed, shall be not less than one nor more than eight dollars, and may be sued for, recovered and made payable in the same manner as the penalties expressly fixed.

Any person condemned to pay a penalty or damages and costs, as the case may be, and who does not pay the same within fifteen days after judgment, may be punished by imprisonment for not more than thirty days, if the person have no goods, moveables or effects, and this fact be proved to the satisfaction of the justice of the peace by the return of the person charged with the warrant of seizure. R. S. 1925, c. 264, s. 13.

27. 1. All penalties and damages imposed by this act may be sued for and recovered summarily by the same action against the same person (if not otherwise provided), upon the oath of one credible person other than the complainant, or

- Exécution.** nonciateur, ou sur la confession de la personne poursuivie, et ils sont prélevés, ainsi que les frais, par mandat ou ordre sous la signature d'un juge de paix, et par saisie et vente des effets mobiliers du contrevenant.
- Emploi des amendes.** 2. La moitié de l'amende appartient au dénonciateur et l'autre moitié à la municipalité dans les limites de laquelle l'infraction a été commise, s'il n'y est pas pourvu autrement.
- Inspection.** Si, cependant, le dénonciateur ou le poursuivant est un inspecteur agraire ou de voirie, l'amende appartient à la municipalité locale où l'infraction a été commise.
- Amende générale.** 3. Tout inspecteur agraire ou de voirie peut poursuivre en sa qualité d'inspecteur pour infraction ou contravention aux dispositions de la présente loi, à moins qu'il ne soit autrement prescrit; il a les mêmes droits et privilèges que tout autre dénonciateur ou poursuivant pour le recouvrement de ses frais, dépenses ou autres réclamations.
4. Quiconque refuse ou néglige, chaque fois qu'il en est requis, d'exercer les devoirs qui lui sont imposés par la présente loi, encourt une amende d'un dollar pour chaque fois qu'il refuse ou néglige d'agir. S. R. 1925, c. 264, a. 14.
- Contrevenants étrangers.** 28. Si le contrevenant aux dispositions de la présente loi est un étranger, ou n'a aucune propriété foncière dans la paroisse ou le canton, et est sans moyen de payer l'amende, les dommages et les frais de poursuite, le juge de paix peut ordonner qu'il soit détenu en lieu de sûreté jusqu'à ce que le rapport du mandat de saisie ait été fait, ou qu'il donne des garanties suffisantes suivant les dispositions de la loi concernant les procédures sommaires devant des juges de paix. S. R. 1925, c. 264, a. 15.
- upon the confession of the person sued, and the amount may be levied with costs, by a warrant under the hand of the justice of the peace, and by seizure and sale of the moveable effects of the offender.
2. One half of the penalty shall belong to the informer and the other to the municipality within which the offence has been committed, unless it be otherwise provided.
- If, however, the party informing or suing be a road or rural inspector, the penalty shall, in that case, go to the local municipality in which the offence has been committed.
3. Any road or rural inspector may, in his capacity of inspector, sue for all offences against this act, unless it be otherwise provided, and he shall have the same rights and privileges as any informer or party complaining for the recovery of his costs, expenses or other claims.
4. Whoever refuses or neglects, when required, to fulfil the duties imposed upon him by this act, shall be liable to a fine of one dollar for each time he so refuses or neglects to act. R. S. 1925, c. 264, s. 14.
28. If the person offending against this act be a stranger, or have no immovable property in the parish or township, and have no means of paying the fine, damages and costs of conviction, the justice of the peace may order that he be confined in a place of security until the return of the writ of seizure, or until he shall produce sufficient security, as provided by the law respecting summary proceedings before justices of the peace. R. S. 1925, c. 264, s. 15.

SECTION IX DES APPELS

DIVISION IX APPEALS

- Exécution.** 29. Tout jugement rendu en vertu de la présente loi n'est exécutoire que quinze jours après sa date. S. R. 1925, c. 264, a. 16.
- Appel.** 30. Il y a appel de tout tel jugement à la Cour de magistrat ou à la Cour de cir-
29. No judgment rendered in virtue of this act shall be executory until after fifteen days from the date thereof. R. S. 1925, c. 264, s. 16.
30. An appeal shall lie from any such judgment, rendered by one or more jus-

cuit du district ou à celle du comté dans lequel le jugement a été rendu par un ou par plusieurs juges de paix, pourvu, dans ce dernier cas, que l'endroit où la cour siège soit l'endroit le plus rapproché de la résidence du défendeur où siège un tribunal. S. R. 1925, c. 264, a. 17.

tices of the peace, to the Magistrate's Court or to the Circuit Court of the district, or to that of the county, in which the judgment was rendered, provided, in the latter case, that the place where the court is held is the place nearest the defendant's residence where a court is held. R. S. 1925, c. 264, s. 17.

Inscription.

31. L'appel est porté au moyen d'une inscription produite au greffe de la cour devant laquelle cet appel est pris, dans les quinze jours susdits.

31. The appeal shall be brought by an inscription fyled in the office of the court before which the appeal is taken, within the fifteen days aforesaid.

Contenu.

L'inscription doit contenir une désignation des parties et du juge ou des juges de paix par qui le jugement a été rendu, la date de ce jugement, la date, l'heure et l'endroit où le cautionnement ci-après mentionné sera donné, et une désignation de la caution.

The inscription must contain a description of the parties and of the justice or justices of the peace by whom the judgment was rendered, the date of such judgment, the date, hour and place where the security hereinafter mentioned will be given, and the description of the surety.

Signification.

Après que l'inscription a été produite, et dans lesdits quinze jours, cette inscription doit être signifiée au poursuivant et au juge ou à l'un des juges de paix par qui le jugement a été rendu, ou au greffier de ce juge ou de ces juges. S. R. 1925, c. 264, a. 18.

After the said inscription has been fyled, and within the said fifteen days, the inscription must be served upon the complainant and upon the justice or one of the justices by whom the judgment was given, or upon the clerk of such justice or justices. R. S. 1925, c. 264, s. 18.

Cautionnement.

32. À l'époque mentionnée dans l'inscription, qui doit être dans les cinq jours après la production de l'inscription ou dans le délai additionnel qu'un juge du tribunal d'appel peut fixer, l'appelant doit fournir, devant le greffier de ce tribunal, un cautionnement à l'effet qu'il poursuivra effectivement l'appel et satisfera au jugement et payera les dommages et les frais si l'appel n'est pas poursuivi ou si le jugement porté en appel est confirmé. La caution doit justifier de sa solvabilité jusqu'au montant d'au moins cent dollars, et le cautionnement doit être rédigé selon la formule 1. S. R. 1925, c. 264, a. 19.

32. At the time mentioned in the inscription, which must be within five days after the fyling of the inscription, or within such further delay as a judge of the appellate court may order, the appellant shall give security before the clerk of such court that he will effectively prosecute the appeal and satisfy the judgment and pay the damages and costs if the appeal be not prosecuted or the judgment appealed from be confirmed. The surety shall justify to his sufficiency to at least the sum of one hundred dollars, and the bond shall be in accordance with form 1. R. S. 1925, c. 264, s. 19.

Cautionnement non fourni.

33. Si le cautionnement n'est pas donné dans les délais prescrits, l'intimé peut obtenir du greffier un certificat de défaut et, sur ce, l'inscription en appel est censée abandonnée et de nul effet, sauf tout recours que peut avoir l'appelant.

33. If security be not given within the prescribed delays, the respondent may obtain from the clerk a certificate of default, and the inscription in appeal shall be thereupon held to be abandoned and of no effect, saving any recourse which may appertain to the appealing party.

Frais.

Les frais encourus sur les procédures ainsi abandonnées doivent être taxés par le greffier. S. R. 1925, c. 264, a. 20.

The costs incurred upon the proceeding so abandoned shall be taxed by the clerk. R. S. 1925, c. 264, s. 20.

Dossier.

34. Le juge ou les juges par qui le jugement a été rendu, et leur greffier doivent, entre le dixième et le quinzième jour après la signification de l'inscription comme susdit, à moins que, dans l'intervalle, le certificat mentionné dans l'article 33 ne soit signifié à l'un d'eux, transmettre au greffier du tribunal auquel l'appel a été porté, le dossier de la cause avec un certificat signé par au moins l'un desdits juges ou le greffier, certifiant que les documents ainsi transmis sont tous les documents se rattachant à la cause. S. R. 1925, c. 264, a. 21.

Comparution.

35. Dans les deux jours qui suivent l'expiration du quinzième jour mentionné dans l'article 34, chaque partie doit produire une comparution au greffe de la Cour de circuit ou de la Cour de magistrat. S. R. 1925, c. 264, a. 22.

Appel déserté.

36. Si l'appellant ne produit pas cette comparution dans ledit délai, l'appel est censé déserté, et la cour, sur demande de l'intimé (même si celui-ci n'a pas comparu dans ledit délai), le déclare, accorde les frais à l'intimé et ordonne que le dossier soit remis à l'un des juges ou au greffier par qui il a été transmis. S. R. 1925, c. 264, a. 23.

Procédure ex parte.

37. Si l'appellant comparait dans le délai fixé en l'article 35, mais si l'intimé ne comparait pas, l'appellant peut procéder *ex parte*. S. R. 1925, c. 264, a. 24.

Permission de comparaître.

38. Le tribunal peut cependant, à sa discrétion, en tout temps avant que jugement soit rendu, permettre la comparution de l'une ou de l'autre partie en défaut de comparaître comme susdit, à telles conditions, quant aux frais ou autrement, qu'il peut fixer lui-même. S. R. 1925, c. 264, a. 25.

Inscription, instruction, etc.

39. Aussitôt qu'une comparution a été produite par les deux parties ou par l'appellant, la cause peut être immédiatement inscrite pour preuve et audition avec les mêmes délais et avis que ceux qui sont requis pour les inscriptions en Cour de

Record.

34. The justice or justices by whom the judgment was rendered, and the clerk, shall, between the tenth and the fifteenth days after the service of the inscription as aforesaid, unless in the meantime the certificate mentioned in section 33 be served upon one of them, transmit the record in the case to the clerk of the court seized of the appeal, with a certificate, signed by at least one of said justices or the clerk, that the documents so transmitted are all the documents relating to the cause. R. S. 1925, c. 264, s. 21.

Appearance.

35. Within the two days next following the fifteenth day mentioned in section 34, each party shall file an appearance in the office of the said Circuit Court or of the said Magistrate's Court. R. S. 1925, c. 264, s. 22.

Appeal abandoned.

36. If the appellant does not file such appearance within such time, the appeal shall be deemed to have been abandoned, and the court, upon application of the respondent (even if the latter have not appeared within such delay) shall so declare, and shall allow costs to the respondent, and shall order the record to be transmitted to one of the justices or to the clerk by whom the same was transmitted. R. S. 1925, c. 264, s. 23.

Proceeding ex parte.

37. If the appellant appears within the delay fixed by section 35, but the respondent does not so appear, the appellant may proceed *ex parte*. R. S. 1925, c. 264, s. 24.

Leave to appear.

38. The court however may, in its discretion, at any time before judgment is rendered, permit the appearance of either party in default to appear as aforesaid, upon such terms as to costs or otherwise as the court may fix. R. S. 1925, c. 264, s. 25.

Inscription, trial, etc.

39. So soon as an appearance has been filed by both parties, or by the appellant, the cause may be forthwith inscribed for proof and hearing with the same delays and notice as are required upon inscriptions in the Circuit Court or in the Mag-

circuit ou en Cour de magistrat et doit être instruite, entendue et jugée sommairement. S. R. 1925, c. 264, a. 26.

istrate's Court, and shall be tried, heard and decided summarily. R. S. 1925, c. 264, s. 26.

Appel
rejeté.

40. Le tribunal adjuge les frais sur cet appel; et si le jugement porté en appel est pleinement confirmé, il ordonne que le dossier soit transmis au juge ou aux juges de paix ou au tribunal qui ont prononcé le jugement ou la condamnation.

40. The court shall adjudge the costs on such appeal; and, if the judgment appealed from be fully confirmed, it shall order that the record be remitted to the justice or justices of the peace or court that pronounced the judgment or conviction.

Appeal
dis-
missed.

Dossier.

La transmission est faite par le greffier de la cour, lequel doit annexer au dossier copie du jugement du tribunal, ainsi qu'un certificat du montant des frais alloués sur l'appel; et ces frais sont prélevés de la même manière que le jugement du juge ou des juges de paix, ou du tribunal inférieur, doit être exécuté. S. R. 1925, c. 264, a. 27.

Such transmission shall be effected by clerk of the court, who shall annex to the record a copy of the judgment of the said court, and a certificate of the costs allowed on the said appeal; and the said costs shall be levied in the same manner in which the judgment of the justice or justices of the peace, or of the court below, is carried into effect. R. S. 1925, c. 264, s. 27.

Record.
Costs.

Appel
accueilli.

41. Si le jugement est modifié ou infirmé, en tout ou en partie, le dossier et la procédure sur le jugement porté en appel, ainsi que toute procédure sur l'appel, restent dans les archives de la Cour de circuit ou de la Cour de magistrat, par laquelle et sous l'autorité de laquelle doit s'exécuter tout ce qui a été adjugé, ordonné, confirmé, modifié ou réformé par le jugement du tribunal et cela par les mêmes moyens et de la même manière que le jugement porté en appel aurait pu être exécuté. S. R. 1925, c. 264, a. 28.

41. If the said judgment be modified or set aside, wholly or in part, the record and proceedings on the judgment appealed from, and any proceedings upon the appeal, shall remain among the records of the Circuit Court or of the Magistrate's Court, by which and under the authority of which, whatever shall have been adjudged, ordered, confirmed, modified or amended by the judgment of the said court shall be carried into effect, by the same means and in the same manner as the judgment appealed from might itself have been carried into effect. R. S. 1925, c. 264, s. 28.

Appeal
allowed.
Execu-
tion.

Exécu-
tion.

Cautions.

42. L'exécution du jugement contre la partie condamnée ne prive pas la partie qui a réussi de son recours contre les cautions, pour les frais d'appel, ou partie de ces frais non encore payés. Toute caution est tenue au paiement de ces frais sous peine de saisie-exécution, en la même manière et au même degré que l'est le principal. S. R. 1925, c. 264, a. 29.

42. The execution of the judgment against the party condemned shall not deprive the successful party of his recourse against the sureties for the whole or any part of the costs of the appeal remaining unpaid, to the payment of which every surety shall be bound, under penalty of seizure and execution, in the same manner and to the same degree as the principal parties. R. S. 1925, c. 264, s. 29.

Sureties.

Pas de
certio-
rari.

43. Aucun jugement rendu en vertu de la présente loi ne peut être attaqué ni infirmé par bref de *certiorari*. S. R. 1925, c. 264, a. 30.

43. No judgment rendered in virtue of this act shall be contested or set aside by writ of *certiorari*. R. S. 1925, c. 264, s. 30.

No certio-
rari.

FORMULE

1.—(Article 32)

Cautionnement dans le cas d'appel

CANADA,
PROVINCE DE QUÉBEC,
District de
(ou comté de)

Dans la COUR DE CIRCUIT
(ou DE MAGISTRAT)

Attendu que, dans une cause (ou matière) entre A. B., demandeur (ou plaignant), et C. D., défendeur, un jugement a été rendu le, ou vers le jour de par à, dans le district de (ou comté de), et que ledit C. D. (ou A. B.) veut appeler dudit jugement:

Qu'il soit notoire que ce jourd'hui, le jour de l'an, est comparu devant moi, C. E., greffier de la dite Cour de circuit (ou de Magistrat) à, dans le district de (ou comté de), H. P., (qualité et résidence), lequel, après avoir justifié sous serment de sa solvabilité, tel que requis par la loi, s'est rendu caution que ledit appellant poursuivra effectivement ledit appel et satisfera à la condamnation, et payera aussi les dommages et les frais, dans le cas où ledit appel ne serait pas poursuivi, ou que ledit jugement serait confirmé, à défaut de quoi ladite caution s'oblige, envers tous ceux qu'il appartiendra, à payer et à acquitter ce que requis par la loi; et, lecture faite, ladite caution a signé, (ou déclaré ne savoir signer).

(Signature.)

Pris, reconnu et attesté sous serment devant moi, dit greffier, audit lieu de, les jour et an ci-dessus en second lieu mentionnés.

C. E.,
Greffier de la Cour de circuit
(ou de Magistrat).

S. R. 1925, c. 264, formule 1.

FORM

1.—(Section 32)

Security Bond on Appeal

CANADA,
PROVINCE OF QUEBEC,
District of
(or County of)

In the CIRCUIT COURT
(or MAGISTRATE'S COURT)

Whereas in a cause (or matter) between A. B., plaintiff or complainant, and C. D., defendant, judgment was rendered on or about the day of, at, in the district of (or county of), by, and the said C. D., (or A. B.), desires to appeal from the said judgment;

Be it known, that on this day of, in the year 19, appeared before me, C. E., Clerk of the said Circuit Court (or Magistrate's Court), at, in the said district of (or county of), H. P., (quality and residence), who, after having justified to his sufficiency on oath as required by law, became surety that the said appellant would effectively prosecute the said appeal and satisfy the judgment, and also pay the damages and costs in case the said appeal is not proceeded with, or in case the said judgment is confirmed; failing all which, the said surety binds himself to wards the proper parties to pay and discharge whatever amount may be required by law.

And the above having been read to him, the said surety has signed (or declared that he is unable to sign).

(Signature.)

Taken, acknowledged and sworn before me, the said clerk, at the said, on the day and year secondly above mentioned.

C. E.,
Clerk of the Circuit Court
(or Magistrate's Court).

R. S. 1925, c. 264, form 1.